

Pour nos droits et pour un service public d'éducation égalitaire, passons à l'action !

Pour Sud éducation, la rentrée 2015-2016 n'est guère meilleure que la précédente puisqu'elle s'inscrit dans le même cadre d'austérité budgétaire. **Les postes alloués au 1^{er} degré 94 sont insuffisants pour répondre à la hausse démographique et ouvrir le nombre de classes nécessaires.**

Les moyens sont nettement insuffisants pour mettre en œuvre les mesures décidées par le ministère et qui ne sont abondées par aucun moyen supplémentaire, avec en tête la généralisation de la réforme de l'éducation prioritaire avec des postes « plus de maitres-ses que de classe » dans chaque école et des classes pour les enfants de moins de 3 ans (TPS).

La rentrée s'est bien passée. Vraiment ?

Contrairement aux annonces du ministère et à son vaste plan de communication, il n'y avait pas un-e enseignant-en devant chaque classe à la rentrée : Les postes non pourvus ont été comblés, en urgence, par les brigades de remplacement. Plusieurs postes de direction sont non pourvus. Il y a eu de nombreux dysfonctionnements dans les affectations des personnels : postes vacants et à profil non publiés sur I-prof et pourvus en dehors des opérations de mouvements, postes supprimés parus par erreur sur i-prof et attribués à un-e collègue, puis retirés lors des cascades, compléments de postes oubliés en groupe de travail et pourvus en hâte le 3 septembre après la rentrée des élèves....

Une fois les micros des journalistes rangés, on peut largement craindre que, les déclarations d'intention ou d'auto-persuasion du ministère, seront largement inopérantes face aux dégradations toujours plus importantes, des conditions d'apprentissages pour les élèves et des conditions de travail pour les personnels.

Les salaires sont congelés depuis plusieurs années. A défaut d'améliorer leurs conditions de travail, les quelques euros de doublement de prime REP+ -qui ne concernent qu'une partie des personnels- les divisent un peu plus en accentuant les inégalités de traitement et de condition de travail.

Les personnels du 1^{er} degré payent le prix fort de la pénurie de postes largement organisée par l'institution et ce, depuis des années :

- Les droits à la mobilité sont continuellement bafoués.
- Les droits aux temps partiels sont remis en cause avec des refus massifs et du chantage au complément de service.
- Les droits à la formation continue disparaissent.
- Les refus d'autorisation d'absence qui ne sont pas considérés comme de droits sont en nombres croissants, faute d'un nombre suffisant de remplaçant-es.

Cette situation est, de surcroît, aggravée par la réforme des rythmes scolaires avec pour certaines villes du département, des horaires et des organisations du temps scolaires qui vont changer pour la 2^{ème} année consécutive.

Face à cette politique, largement rejetée par l'ensemble des personnels, dès la rentrée, construisons la mobilisation et passons à l'action !

SUD éducation appelle à la réunion d'AG de villes pour faire un bilan de la rentrée et construire des perspectives pour un plan d'urgence pour le 94 et plus largement autour de revendications unifiantes :

- Diminutions des effectifs par classe !
- Création de tous les postes RASED nécessaires !
- Augmentation générales des salaires !
- Réduction du temps de travail !
- Abrogation des contre réformes !

**Non à l'austérité, oui à la solidarité !
Non à la concurrence, oui à l'égalité !
Non aux pressions, plus d'autogestion !**

éducation
SUD

